



CHAPITRE 38

Loi concernant le contrôle des finances

[Sanctionnée le 24 mars 1961]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

S.R.,
c. 71,
a. 6,
remp.

1. L'article 6 de la Loi du ministère des finances (Statuts refondus 1941, chapitre 71, modifié par les lois 15-16 George VI, chapitre 13, et 2-3 Elizabeth II, chapitre 46) est remplacé par le suivant :

Contenu
des esti-
mations.

"6. Les estimations budgétaires doivent indiquer distinctement les crédits statutaires qu'il n'est pas nécessaire pour la Législature de voter année par année et les montants pour lesquels un vote de la Législature est requis afin d'en autoriser la dépense."

S.R.,
c. 71, a. 7a,
aj.

2. Ladite loi est modifiée en insérant après l'article 7, le suivant :

Devoirs
du sous-
ministre.

"7a. Sous la direction du ministre, le sous-ministre a la surveillance des autres fonctionnaires et employés du ministère. Il peut suspendre tout employé du ministère qui refuse ou néglige d'obéir à ses ordres ou dont il juge la conduite répréhensible; il doit en faire rapport au ministre."

S.R.,
c. 71, aa.
8a à 8f, aj.

3. Ladite loi est modifiée en insérant après l'article 8, les suivants :

CHAPTER 38

An Act respecting the Control of Finances

[Assented to 24th March 1961]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Section 6 of the Department of Finance Act (Revised Statutes, 1941, chapter 71, amended by the acts 15-16 George VI, chapter 13, and 2-3 Elizabeth II, chapter 46) is replaced by the following:

"6. The estimates shall indicate separately the statutory appropriations which do not require to be voted by the Legislature, year by year, and the amounts for the expenditure of which a vote of the Legislature is required."

2. The said act is amended by inserting, after section 7, the following section:

"7a. Under the direction of the Minister, the deputy minister shall have the supervision of the other officers and employees of the department. He may suspend any employee of the department who refuses or neglects to obey his orders or whose conduct he considers reprehensible; he shall report thereon to the Minister."

3. The said act is amended by inserting after section 8, the following sections:

Contrô-
leur de la
trésorerie.

"Sa. Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme un fonctionnaire appelé contrôleur de la trésorerie. Il peut également nommer une autre personne pour agir à titre de contrôleur, pendant la maladie, l'incapacité ou l'absence de ce dernier.

Pouvoirs
du con-
trôleur.

"Sb. Le contrôleur a droit de prendre librement communication de tous les dossiers, documents et registres concernant les engagements financiers de chaque ministère.

Idem.

"Sc. Il a aussi le droit d'exiger de tout membre du service public les renseignements, rapports et explications qu'il juge nécessaires pour le fidèle accomplissement de ses fonctions.

Idem.

"Sd. Pour lui permettre de remplir plus efficacement ses fonctions, le contrôleur peut poster dans tout ministère un fonctionnaire de son bureau.

Discré-
tion.

"Se. Le contrôleur doit exiger que chaque fonctionnaire de son bureau chargé d'examiner les dossiers, documents ou registres d'un ministère observe les règles de discrétion applicables aux fonctionnaires de ce ministère et prête tout serment de discrétion requis de ces derniers.

Services
de comp-
tabilité.

"Sf. A la demande du ministre compétent et avec l'assentiment du ministre des finances, le contrôleur peut fournir les services de comptabilité pour un ministère."

Nom fran-
çais
changé.

4. La version française de ladite loi est modifiée en remplaçant chaque fois qu'elle s'y rencontre l'expression "Bureau de la trésorerie" par "Conseil de la trésorerie".

S.R.,
c. 71, aa.
9, 10,
remp.

Conseil de
la tréso-
rie.

5. Les articles 9 et 10 de ladite loi sont remplacés par les suivants:

"9. Il y a un Conseil de la trésorerie qui exerce les fonctions de comité du Conseil exécutif en tout ce qui concerne les finances, les revenus, les estimations budgétaires, les dépenses et les engagements financiers du gouvernement ainsi

"Sa. The Lieutenant-Governor in Council shall appoint an officer called the comptroller of the treasury. He may also appoint another person to act as comptroller during the illness, incapacity or absence of the comptroller.

"Sb. The comptroller shall be entitled to free access to all records, documents and books respecting the financial commitments of each department.

"Sc. He shall also have the right to require from any person in the public service such information, reports and explanations as he deems necessary for the proper performance of his duties.

"Sd. To enable him more effectively to carry out his duties, the comptroller may station in any department any person employed in his office.

"Se. The comptroller shall require every person employed in his office who is charged with the examination of the records, documents or books of a department to comply with the rules of secrecy applicable to persons employed in such department, and to take any oath of secrecy required of the latter.

"Sf. At the request of the minister concerned and with the consent of the Minister of Finance, the comptroller may provide any department with accounting services."

4. The French version of the said act is amended by replacing the expression "Bureau de la trésorerie", wherever it occurs therein, by "Conseil de la trésorerie".

5. Sections 9 and 10 of the said act are replaced by the following sections:

"9. There shall be a Treasury Board which shall act as a committee of the Executive Council in all matters respecting finance, revenue, estimates, expenditures and financial commitments of the government, as well as the appoint-

Comp-
troller of
the treas-
ury.

Powers of
comp-
troller.

Idem.

Idem.

Secrecy.

Account-
ing ser-
vices.

French
name
changed.

R.S.,
c. 71, ss.
9, 10, re-
placed.

Treasury
Board.

que la nomination, la rémunération, la permutation et la retraite des fonctionnaires et employés du gouvernement sauf les sous-ministres ou autres fonctionnaires de rang équivalent.

ment, remuneration, transfer and retirement of government officers and employees except deputy ministers and other officers of equivalent rank.

Composition.

"10. Le Conseil de la trésorerie se compose du ministre des finances qui en est le président et de quatre autres membres du Conseil exécutif désignés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

"10. The Treasury Board shall be composed of the Minister of Finance who shall be the chairman thereof, and four other members of the Executive Council appointed by the Lieutenant-Governor in Council.

Substituts.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut désigner le membre du conseil chargé de présider en l'absence du président et nommer des substituts de membres du Conseil autant d'autres membres du Conseil exécutif qu'il le juge à propos.

The Lieutenant-Governor in Council may designate the member of the Board who is to preside in the absence of the chairman and appoint, as substitutes for members of the Board, as many other members of the Executive Council as he deems expedient.

Secrétaire, etc.

Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme en outre le secrétaire du Conseil et, s'il le juge à propos, le secrétaire-adjoint du Conseil.

The Lieutenant-Governor in Council shall also appoint the secretary of the Board and, if he deems it expedient, the assistant secretary of the Board.

Quorum.

Le quorum du Conseil est de trois membres."

Three members of the Board shall constitute a quorum."

S.R., c. 71, section IVa, aj.

6. Ladite loi est modifiée en insérant après l'article 21, la section et les articles qui suivent:

6. The said act is amended by inserting after section 21, the following division and sections:

"SECTION IVa

DES ENGAGEMENTS ET CONTRATS

Dépenses limitées.

"21a. Les dépenses imputables sur chaque crédit voté ou inclus dans les estimations budgétaires soumises à l'Assemblée législative doivent être limitées suivant la division de ce crédit figurant aux estimations budgétaires.

"21a. The expenditures chargeable to each appropriation voted or included in the estimates submitted to the Legislative Assembly shall be limited according to the division of such appropriation as shown in the estimates.

Modification.

Il est toutefois loisible au Conseil de la trésorerie de modifier cette division et d'en faire une subdivision.

However the Treasury Board may change such division and subdivide it.

Registre.

"21b. Le contrôleur doit tenir un registre des engagements imputables sur chaque crédit en tenant compte de la division prescrite.

"21b. The comptroller shall keep a record of the commitments chargeable to each appropriation, taking into account the division prescribed.

Certificat de solde disponible.

"21c. Aucun contrat comportant l'obligation pour Sa Majesté de payer une somme d'argent ne peut être fait et n'est valide à moins que le contrôleur ne certifie qu'il existe, sur un crédit, un solde disponible suffisant pour exécuter les engage-

"21c. No contract obliging Her Majesty to pay a sum of money shall be made or be valid unless the comptroller certifies that there is available, in an appropriation, a balance sufficient to carry out the commitments resulting from such contract

ments découlant de ce contrat et venant à échéance dans l'année financière où il est fait.

and maturing in the fiscal year in which it is made.

Condition
de con-
trats.

"21d. C'est une condition de tout contrat comportant l'obligation pour Sa Majesté de payer une somme d'argent que le paiement soit subordonné à l'existence d'un crédit non engagé pour l'année financière où il est dû.

"21d. It is a condition of every contract obliging Her Majesty to pay a sum of money that payment be subject to the availability of an uncommitted appropriation for the fiscal year in which it falls due.

Condition
of con-
tracts.

Règle-
ments.

"21e. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire des règlements touchant les conditions des contrats faits au nom de Sa Majesté, et il peut déterminer en quels cas ces contrats sont soumis à l'approbation soit du lieutenant-gouverneur en conseil, soit du Conseil de la trésorerie ou du contrôleur.

"21e. The Lieutenant-governor in council may make regulations respecting the conditions of contracts made in the name of Her Majesty, and may determine in what cases such contracts shall be subject to approval either by the Lieutenant-Governor in Council, or by the Treasury Board or by the comptroller.

Regula-
tions.

Subven-
tions.

Il peut aussi déterminer en quels cas l'octroi ou la promesse de subventions doit être soumis à l'une de ces approbations."

He may also determine in what cases the awarding or promise of grants must be submitted for one or other of such approvals."

Grants.

S.R.,
c. 45,
a. 4., am.

7. L'article 4 de la Loi instituant un service général d'achats pour le gouvernement (Statuts refondus, 1941, chapitre 45) est modifié:

7. Section 4 of the Act to establish a General Purchasing Service for the Government (Revised Statutes, 1941, chapter 45) is amended:

R.S.,
c. 45, s. 4,
am.

a) en remplaçant dans les première et deuxième lignes les mots "la direction et le contrôle", par les mots "et la direction";

a. by replacing the words "direction and control" in the second line, by the words "and direction";

b) en retranchant le quatrième alinéa;

b. by striking out the fourth paragraph;

c) en ajoutant l'alinéa suivant:

c. by adding the following paragraph:

Imputa-
tion de
certains
frais.

"Le coût des achats, travaux, locations, contrats et abonnements doit être imputé sur un crédit approprié du ministère intéressé."

"The cost of purchases, works, rentals, contracts and subscriptions shall be charged to a suitable appropriation of the department concerned."

Imputa-
tion of
certain
costs.

Entrée en
vigueur.

8. La présente loi entre en vigueur le premier avril 1961.

8. This act shall come into force on the first of April 1961.

Coming
into force.